Local Syndical :
CFP DE QUIMPER
3 BD du Finistère
CS 31720
29107 QUIMPER Cedex

solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

Compte rendu de la Formation Spécialisée du 06 novembre 2025

Dans sa liminaire, **Solidaires Finances Publiques** évoque les débats actuels portant sur le budget qui une fois de plus va cibler la fonction Publique , en particulier la DGFIP avec l'annonce de 550 suppressions d'emplois portant à plus de 30 000, le nombre des suppressions d'emploi dans notre Administration depuis une dizaine d'années. Cela va irrémédiablement impacter une fois de plus les conditions de travail des collègues.

Solidaires Finances Publiques en profite pour rappeler qu'un incident survenu sur le lieu de travail ou à cause du travail pouvant provoquer un arrêt maladie, doit être qualifié d'accident de service. Malheureusement par méconnaissance ou par pudeur, les agent.es ne font pas cette démarche. Et pourtant si ce genre d'arrêt maladie était qualifié en accident de service, cette information apparaîtrait dans le tableau de bord de veille sociale.

Solidaires Finances Publiques rappelle que le manque de protection fonctionnelle dans le cadre de la RGP (Responsabilité des Gestionnaires Publics) représente un risque psychosocial important pour les agent.es concerné.es

La liminaire est visible sur notre site :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/290/files/290/documents/Formation_Sp%C3%A9cialis%C3%A9e/liminaire_FS_06_11_2025_.pdf

1/ Information sur l'avancement du projet de relogement des services brestois sur les sites de Chateaubriand

La Direction informe les membres de la FS de la poursuite de la mise en œuvre de ce projet depuis la dernière FS de septembre .
Des réunions bilatérales se sont tenues avec les responsables des services concernés. A ce jour , il reste encore quelques bilatérales à tenir. Certains déménagements ont déjà commencé. Il y a eu une modification apportée pour la partie réservée à la prévention et à l'action Sociale.
La Toip pourrait être mise en place très prochainement.
Les membres de la FS déplorent de ne pas être suffisamment associés au déroulé du projet.

Solidaires Finances Publiques rappelle que par le passé , les représentants du personnel suffisamment associés en amont, ont permis d'apporter des solutions , des modifications , et de pointer des éléments négatifs. **Solidaires Finances Publiques** affirme à nouveau que les collègues sont les plus à même de parler de leur installation vu qu'ils utilisent les locaux tous les jours.

Solidaires Finances Publiques intervient pour les collègues de la BDV. Ils sont inquiets de leur future installation et proposent un nouveau plan, transmis par Solidaires à la Direction.
Solidaires dénonce aussi le changement de mission d'un collègue en situation de handicap, au motif que la Direction ne veut pas perdre l'investissement alloué pourl'aménagement spécial du bureau de ce collègue.

Ce projet concerne 383 personnes. **Solidaires Finances Publiques** estime qu'il s'agit donc d'un projet important qui doit faire l'objet d'un avis formulé par les membres de la FS.
L'ISST confirme la position de **Solidaires Finances Publiques**.

Ainsi les membres de la FS exigent de se rendre sur les sites concernés pour se rendre compte visuellement des changements prévus et la tenue rapide d'un Groupe de travail avant celui initialement prévu en janvier.
La Direction accepte la demande.

Il est donc prévu une visite de Chateaubriand et Duquesne le lundi 1er décembre et un groupe de travail le 3 décembre.

Solidaires profite de ce point pour demander si un projet de fusion des SiE de Brest et de Morlaix est envisagé dans le cadre des Sie de Demain.
La Direction répond par la Négative.

2/ Point sur la situation du SGC de Rosporden : pose d'une cloison, traitement de l'acoustique

Actuellement, le site compte 1 wc pour une vingtaine de collègues. Pour accéder à la demande des collègues d'accéder aux wc présents dans l'espace usager, la Direction a créé un passage au niveau de la borne d'accueil et va poser une cloison. Des panneaux acoustiques vont également être disposés au plafond.

Solidaires Finances Publiques dénonce un manque de communication envers le SAD, notamment sur les 2 jours de fermetures imposés par ces travaux.

Solidaires demande si la Direction a eu des nouvelles informations sur l'installation dans le nouveau bâtiment et dit que selon les informations en sa possession les travaux de désamiantage(prévus pour une durée de 4mois) ont commencé depuis septembre 2025, auxquels s'ajoutent les 12 mois de travaux supplémentaires. **Solidaires** estime donc la livraison à Début 2027.

3/Présentations des missions de la médecine de Prévention

La Médecin du travail nous présente sa lettre de mission. Pour information elle officie désormais à hauteur de 2 jours par semaine.

La Médecin de travail, assistée d'une Infirmière du Travail :

- Intervient dans un domaine de prévention afin de supprimer ou atténuer un risque, où d'apporter des recommandations afin de préserver au mieux sa santé mentale et/ou physique pour des problématiques individuelles ou collectives ;

- a un rôle de conseil sur des améliorations de travail, l'évaluation des risques , l'adaptation des postes ;

- met à jours des fiches risques

- assure un suivi médical qui permet une analyse de la compatibilité de l'état de santé avec le poste de travail, ainsi que des visites de pré-reprise après un arrêt maladie (pas obligatoire).

Le médecin du travail regrette la détérioration de la politique de santé au travail sur les 20 dernières années (1 réforme tous les 4 ans), impactant la périodicité des visites.

Ainsi l'infirmière assure les visites périodiques. La Médecin du travail est seule habilitée à décider des aménagements de poste.

4/Bilan situation handicap à la DDFIP

L' assistante de prévention , est désignée référente handicap dans le département depuis le 1 er janvier 2025. Lors de la dernière réunion plénière de formation spécialisée, Solidaires a établi une liste de questions concernant le sujet.

La référente handicap a pris le temps de formaliser les réponses.

Le département compte 93 collègues en situation de handicap, dont une majorité de cadres C.

La référente travaille à partir du Fichier Handi qui est différent du fichier sirhius auquel elle n'a pas accès. Elle est aidée par 2 collègues des RH.

Les organisations syndicales exposent la problématique du handicap invisible qui impacte le collectif de travail et déplorent que les chefs de service ne soient pas automatiquement mis au courant de ce fait.

Un GT national a été mis en place. La référente handicap attend la lettre de mission qui en émanera.

Solidaires Finances Publiques souhaite la remercier pour son travail et constate que la situation handicap semble mieux prise en compte dans notre département que les éléments qui sont ressortis du groupe de travail national. Elle informe les membres de la FS que le temps alloué aux référent.es Handicap tel qu'il ressort de la lettre de mission élaborée dans le cadre du GT national, est de 50 %.

Solidaires revient sur la question de l'ascenseur qui était prévu pour Douarnenez.

La Direction répond qu'outre le problème de budget, une autre problématique est apparue à cause du chauffage au sol. Des solutions ont été étudiées, en vain.

5/ Le Bilan télétravail DDFIP 29 -2024

la Direction présente le bilan. Dans le Finistère, il y a une forme d'équilibre. 2/3 des agents sont conventionnés, et un agent sur 2 est aujourd'hui télétravailleur.

Il n'y a eu aucun recours suite à des refus dans le Finistère en 2024. Des solutions ont été apportées avant la procédure de recours.

21 collègues sont télétravailleur.euses pour raison médicale.

Solidaires Finances Publiques déplorent le problème des téléphones mobiles fournis aux télétravailleurs et télétravailleuses qui ne fonctionnent pas toujours très bien.

6/Plan de prévention-désamiantage CFP de Quimper Ty Nay

Le rapport amiante de 2023 avait détecté des matériaux et des déchets d'amiante au sous-sol du CFP(vide sanitaire et local cp1).

Ainsi l'opération de désamiantage va être effectuée les 19 et 20 novembre prochains. La quasi-totalité du sous-sol, hormis les archives du sip seront inaccessibles. Une commande de bouchons a été passée pour les collègues pour limiter des nuisances sonores.

Solidaires Finances Publiques est surprise par cette information, car le site avait déjà fait l'objet d'un désamiantage en 2011-2012.

Solidaires profite de ce point pour demander quand aura lieu la phase de test du radon à Quimper Pilven.

La Direction répond qu'elle doit avoir lieu en hiver (période où les taux de radon sont plus élevés) après les travaux d'installation de vmc qui devraient avoir lieu fin novembre début décembre.

7/ Budget de la FS

Le budget disponible en cette fin d'année est de 7761€ pour l'enveloppe locale et 4088€ pour l'enveloppe régionale.

Il reste encore des éléments en cours de financement.

Solidaires Finances Publiques propose le financement de galets de relaxation en complément de la formation sophrologie, l'acquisition d'un cocon sieste (1 par site) pour permettre la possibilité de micro-sieste, l'acquisition de casques réduction de bruit pour les open space…

Les membres de la FS valident le financement de formation par casque à réalité virtuelle à hauteur de 2600€, le catalogue sera présenté en 2026 et ces formations déployées courant 2026.

Les membres de la FS acceptent que le reliquat du budget soit utilisé pour le financement de bureaux réglables en hauteur.

Solidaires rapporte que des collègues du CFP de Douarnenez souhaite un abri à vélo et rappelle que la Direction s'était engagée à financer les nouveaux abris .

La Direction acquiesce.

8/ Suivi des fiches de signalement

2 fiches de signalements ont été étudiées.

Solidaires Finances Publiques s'étonne de voir que les signalements internes ne sont pas étudiés.

La Direction répond que la procédure pour des signalements internes est plus longue. Dans le cas des fiches de signalement concernant le centre de contact des particuliers, le service faisant

l'objet d'une enquête administrative, ces fiches seront closes à la fin de la procédure, sachant que des mesures ont déjà été prises par la Direction.

9/ Suivi du Registre SSCT

3 fiches ont été étudiées, une concernant un risque de chute au CFP de Châteaulin avec des nez de marche effacés et une absence de rampe à certains endroits des cages d'escaliers extérieures.

2 fiches concernaient une alerte sur les conditions de travail de 2 collègues dans un SGC qui ont exprimé un sentiment de solitude en tant que nouveaux agents, et expliquent qu'ils effectuent un travail de masse, que les collectivités manquent parfois de rigueur, que chaque retard de paiement génère des intérêts moratoires, qu'il existe une pression des entreprises qui veulent être payées, donc une pression constante doublée d'un manque d'effectifs, dans un contexte de problématique RGP…

Solidaires revient sur le sujet de la RGP et déplore que les promesses de la Ministre De Montchalin de porter le sujet de la protection fonctionnelle des agents auprès du premier Ministre n'ont pas été suivies dans les faits. Et pourtant, nombre d'agent.es sont concerné.es par la RGP qui fait peser un véritable stress supplémentaire .

10/Déclarations d'accident

2 déclarations d'accident ont été étudiées et n'ont pas amené de remarques particulières.

Solidaires Finances Publiques revient sur ses propos dans la liminaire concernant des arrêts maladie qui ne sont pas qualifiés en accidents de service, par méconnaissance ou pudeur de la part des agents, alors que la cause de l'arrêt maladie est due aux conditions de travail. **Solidaires** a connaissance de plusieurs arrêts de ce type et déplore le manque d'information à ce sujet.

11/ Questions diverses

- **Solidaires Finances Publiques** évoque un problème de chauffage au CFP de Châteaulin. Les témoignages sont unanimes, il y a des bureaux du SGC qui sont sensiblement froids.

- **Solidaires** transmet une demande émanant de la Mgéfi sur la possibilité de conserver à Brest Duquesne le bureau réservé pour la représentante de la Masfip, afin de garder un lien avec les agent.es.

La Direction répond qu'aucune convention n'avait été passée, et que la personne en question est très peu présente sur le site. La Direction est attente d'un retour de la Masfip depuis mi- octobre. Donc il semble qu'elle ne puisse accéder favorablement à la demande.

Solidaire profite de cette intervention pour faire part des effets néfastes de la nouvelle PSC et en particulier pour la perte de la Masfip qui était un bon levier pour la solidarité envers les agents. Avec la nouvelle formule de la prévoyance, si aucune option n'est prise , les collègues se verront amputés de la moitié de leur salaire en cas congé maladie supérieur à trois mois. On peut donc craindre que certain.es collègues rencontrent de plus en plus de difficultés financières

- **Solidaires** s'étonne qu'une fiche de poste pour un emploi B à la Forpro ait été publiée sur Ulysse alors que les postes à profil ne concernent pour le moment que les cadres A et un nombre réduit de cadres B(Dircofi, Bcr, et DISI). En outre, un tel recrutement opéré au méprisdes règles

de gestion , en dehors de tout mouvement de mutation(« au fil de l'eau ») aurait pour conséquence de déshabiller un autre service…

La Direction reconnaît effectivement que ce n'était pas pertinent, d'autant qu'il y a eu une quinzaine de candidatures avec seulement 3 qui pouvaient correspondre. La fiche a été retirée d'Ulysse. La Direction admet qu'une telle procédure pour des catégories B et C mettrait en difficulté le service des ressources humaines.

****

Pour toute question, remontée…, n'hésite pas à contacter les élu.es de **Solidaires Finances Publiques.**

Titulaires			**Suppléant.e.s**		
HAMON Béatrice	SDIF Quimper	02 98 10 33 66	LICHOU Jacques	BIL Quimper	02 98 65 16 87
LE MESTRE Sandra	SIP Brest	02 98 00 30 42	BEUF Jérôme	SIP Brest	02 98 00 30 07
BACHEROT Sylvie	PCRP Quimper	02 98 98 54 10	BELLON Myriam	SGC Rosporden	02 30 14 02 90
PARENT Rudy	PCRP Quimper	02 98 98 54 09	PENNEC Nicolas	SPFE Quimper	02 98 65 11 20